



BREF

ILE-DE-FRANCE

Bulletin trimestriel d'informations sur le marché du travail

Au troisième trimestre 2008, l'évolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel est encore légèrement positive en Ile-de-France (+0,1 % CVS, selon les données provisoires du GARP / Unedic) contrairement à la France métropolitaine, qui a enregistré un deuxième trimestre consécutif de repli.

L'emploi dans la construction est resté dynamique, alors que les effectifs de l'industrie ont continué à diminuer.

Si l'emploi tertiaire est également resté bien orienté, l'intérim a subi de plein fouet l'arrêt de la croissance économique, en particulier dans le BTP et les transports.

En conséquence, le nombre d'inscrits à l'ANPE en catégorie 1 a progressé au cours du trimestre, mais à un rythme plus modéré que celui observé en France métropolitaine. Si le nombre d'inscriptions est resté stable, les sorties de l'ANPE ont reculé nettement.

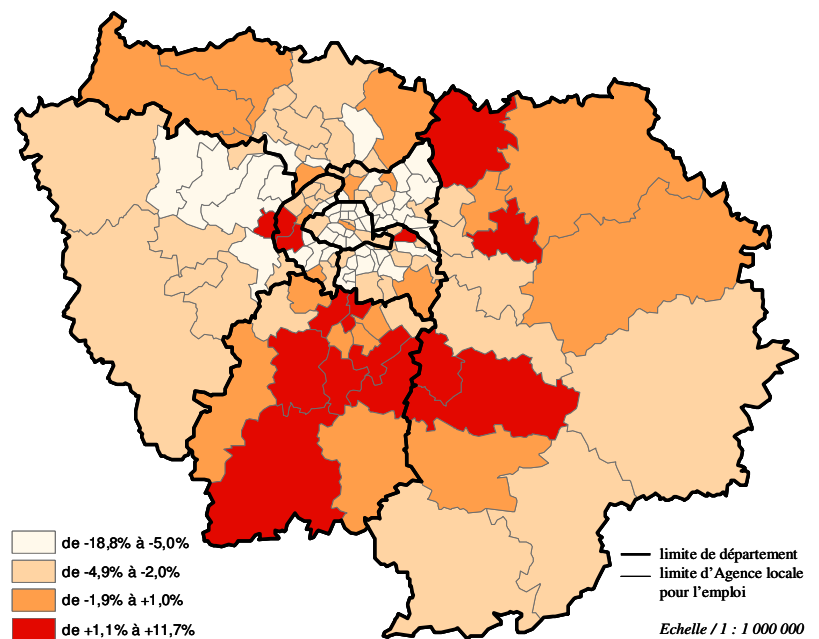
La hausse de la demande d'emploi s'observe pour toutes les classes d'âge, alors que, jusque là, seul le nombre de jeunes âgés de moins de 25 ans avait augmenté.

De même, la hausse, qui était jusque là limitée aux ouvriers, s'est étendue aux autres catégories socioprofessionnelles.

Quelques catégories de métiers sont davantage touchées par le retournement conjoncturel. Ainsi, le nombre d'inscrits à l'ANPE à la recherche d'un métier du BTP ou des transports est supérieur à celui observé un an auparavant.

Le nombre d'offres collectées par l'ANPE a diminué au troisième trimestre (-1,0 % CVS). La baisse est encore plus nette sur les offres durables (-6,5 %).

Evolution de la demande d'emploi inscrite à l'ANPE entre le 3^e trimestre 2007 et le 3^e trimestre 2008 en Ile-de-France



Source : DARES / ANPE - traitement DRTEFP

LES CHIFFRES DE SEPTEMBRE 2008 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi en fin de trimestre (cat.1) : 386 988

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : **+ 1,6 %**

Evolution sur 1 an : **- 4,4 %**

Taux de chômage localisé au 3^e trimestre 2008 :

Ile-de-France : **6,5 %**

France : **7,3 %**

Emploi salarié Unedic (CVS) en fin de trimestre : 4 157 700

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : **+ 0,1 %**

Evolution sur 1 an : **+ 1,3 %**

SOMMAIRE

Les évolutions récentes du marché du travail	pages 2-3
Les évolutions de l'emploi au 3 ^e trimestre 2008	page 4
L'activité intérimaire au 3 ^e trimestre 2008	page 5
Les tensions sur le marché du travail au 3 ^e trimestre 2008	page 6
Les tensions sur le marché du travail de la mécanique et du travail des métaux	page 7
L'aide aux chômeurs créateurs ou repreneur d'une entreprise en 2007	page 8

LES EVOLUTIONS DU MARCHE DU TRAVAIL AU TROISIEME TRIMESTRE 2008

▲ Un taux de chômage régional à 6,5 %

Au cours du troisième trimestre 2008, le taux de chômage francilien provisoire s'est élevé à 6,5 % de la population active, selon les estimations de l'INSEE. En France métropolitaine, il était de 7,3 %, soit un écart de 0,8 point par rapport à la région.

Ce taux était donc toujours en très légère baisse en Ile-de-France, alors qu'il a amorcé une remontée en France métropolitaine.

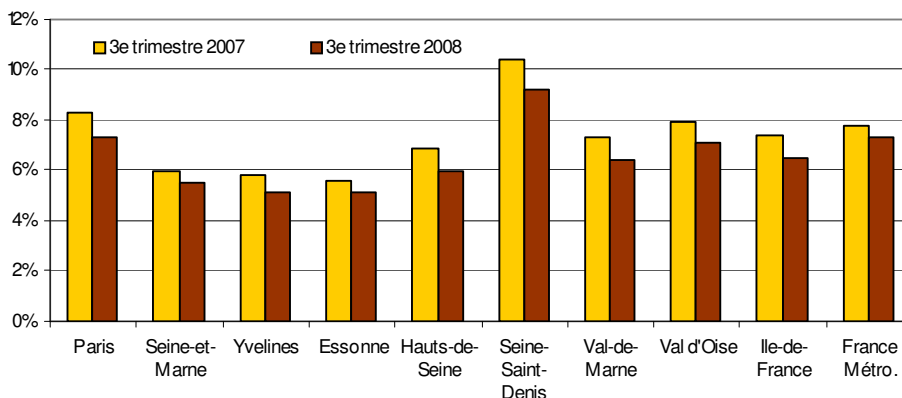
En Seine-Saint-Denis, la diminution du taux de chômage se prolonge (à 9,2 %, soit -0,1 point). En revanche, on observe une première hausse en Essonne et dans le Val d'Oise (+0,1 point).

Par rapport au troisième trimestre 2007, le taux de chômage francilien reste encore orienté à la baisse (-0,9 point). Toutefois la baisse annuelle s'est réduite sensiblement. En France métropolitaine, le recul annuel est seulement de 0,6 point.

Avec -1,2 point, la baisse annuelle est la plus élevée en Seine-Saint-Denis. Il s'agit du plus fort repli départemental de France métropolitaine, avec les Bouches-du-Rhône. Paris affiche également une diminution sensible (-1,0 point), de même que les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne (-0,9 point chacun).

L'évolution annuelle en grande couronne est moins favorable. Elle est même un peu inférieure à la moyenne nationale en Seine-et-Marne et en Essonne (-0,5%), qui restent toutefois, avec les Yvelines, les départements franciliens au taux de chômage le plus faible.

Evolution du taux de chômage localisé en Ile-de-France entre le 3e trimestre 2007 et le 3e trimestre 2008



Source : INSEE

▲ Le nombre d'inscrits à l'ANPE a augmenté au troisième trimestre

A la fin du mois de septembre 2008, 386 988 demandeurs d'emploi à la recherche d'un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1) étaient inscrits à l'ANPE. En données corrigées des variations saisonnières, ce nombre a augmenté sensiblement au troisième trimestre (+1,6 %). Une telle hausse n'avait pas été enregistrée dans la région depuis juin 2004. Elle reste néanmoins plus modérée que celle observée en France métropolitaine (+2,7 %).

C'est en Essonne que l'augmentation du nombre d'inscrits en catégorie 1 a été la plus forte dans la région : +4,3 % CVS, soit 1300 demandeurs d'emploi supplémentaires environ. La hausse trimestrielle est également supérieure à 2 % en Seine-et-Marne (+2,9 %) et dans le Val-d'Oise (+2,2 %).

Quelques départements ont enregistré une hausse modérée : c'est le cas des Yvelines (+0,8 %) et surtout de la Seine-Saint-Denis (+0,2 %).

▲ Moins d'inscrits en activité réduite de plus de 78 heures

Si le nombre d'inscrits à l'ANPE ayant exercé une activité réduite d'au plus 78 heures (catégories 1, 2 et 3) dans le mois a augmenté de +1,5 % CVS, on a observé sur cette période une forte diminution du nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé au moins 78 heures dans le mois (catégories 6, 7 et 8 de l'ANPE). 99 836 personnes étaient inscrites dans ces catégories à fin septembre en Ile-de-France (dont 68 954 à la recherche d'un CDI à temps plein), soit un repli de -3,2 % en trois mois.

Au total, 577 289 demandeurs d'emploi immédiatement disponibles étaient inscrits à l'ANPE à fin septembre (catégorie 1, 2, 3, 6, 7 et 8). Ce nombre a progressé de +0,5 % CVS en trois mois. En France métropolitaine, la hausse a été plus nette : +1,5 %.

En un an, ce nombre est en diminution de -4,5% en Ile-de-France, contre une baisse de -1,7 % en France métropolitaine.

Demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2008	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage provisoire (données au 3 ^{ème} trimestre 2008)	7,3	5,5	5,1	5,1	6,0	9,2	6,4	7,1	6,5	7,3
DEFM catégorie 1 (données brutes)	83 988	36 492	36 792	31 990	48 005	65 971	40 831	42 919	386 988	1 992 471
Evolution sur 1 trimestre (CVS)	1,2 %	2,9 %	0,8 %	4,3 %	2,0 %	0,2 %	1,0 %	2,2 %	1,6 %	2,7 %
Evolution sur 1 an	-5,7 %	0,5 %	-5,9 %	0,8 %	-4,5 %	-6,8 %	-5,7 %	-3,2 %	-4,4 %	0,8 %
Part des femmes	48,1 %	49,1 %	46,8 %	48,4 %	48,2 %	47,2 %	48,3 %	47,4 %	47,9 %	49,1 %
Part des chômeurs de longue durée	30,9 %	21,3 %	24,8 %	20,6 %	25,4 %	27,2 %	24,1 %	26,4 %	26,0 %	24,5 %
Part des moins de 25 ans	7,4 %	20,1 %	16,2 %	17,1 %	11,0 %	14,6 %	14,4 %	17,2 %	13,7 %	20,4 %
Demandeurs d'emploi indemnisés (1)	89 953	36 707	38 717	31 170	48 430	59 324	39 862	39 168	383 331	2 050 000
Taux de couverture (2)	57,2 %	61,3 %	63,0 %	61,1 %	61,0 %	57,5 %	58,7 %	59,0 %	59,3 %	58,4 %

Sources : INSEE, DARES / ANPE, GARP

(1) Il s'agit des bénéficiaires de l'assurance chômage et des allocations de solidarité (ASS et allocation d'insertion), hors allocations de préretraite et de formation.

(2) Le taux de couverture est le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés rapporté à l'effectif potentiellement indemnisable, à savoir la somme des demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories 1 à 3 et 6 à 8, ainsi que les personnes indemnisées dispensées de recherche d'emploi.

EVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI AU COURS DU TROISIEME TRIMESTRE 2008

▲ Une hausse de la demande d'emploi plus sensible pour les seniors...

Toutes les classes d'âge ont enregistré une progression des inscrits à l'ANPE. Mais le troisième trimestre 2008 a été marqué par une poussée de la demande d'emploi des seniors. En trois mois, leur nombre a progressé de +2,6 % CVS, soit 1700 inscrits supplémentaires, principalement des femmes. Cette hausse reste néanmoins inférieure à celle observée pour cette catégorie de demandeurs d'emploi en France métropolitaine (+3,3 % CVS). Cette évolution tranche avec celle enregistrée depuis le début de l'année : les jeunes de moins de 25 ans avaient été, jusque là, les premiers concernés par la hausse de la demande d'emploi.

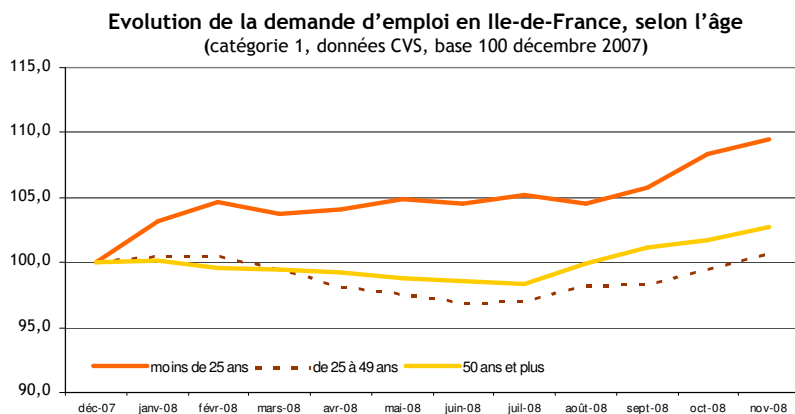
En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a continué à reculer au troisième trimestre en Ile-de-France (-0,8 % CVS) contre une hausse de +1,3 % en France.

▲ Une hausse continue du nombre d'ouvriers inscrits à l'ANPE

Par catégorie socioprofessionnelle, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE à la recherche d'un CDI d'ouvrier s'est poursuivie au troisième trimestre 2008 (+3,0 % pour les ouvriers qualifiés, +2,2 % pour les non qualifiés). Le nombre d'ouvriers non qualifiés à la recherche d'un CDI à temps plein est dorénavant supérieur à celui enregistré un an auparavant.

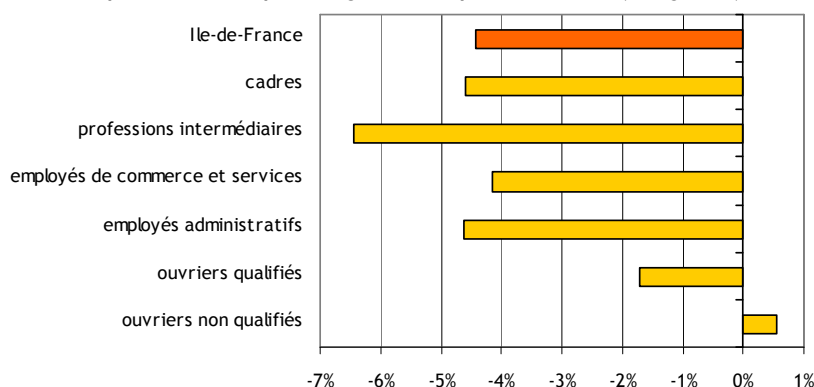
La hausse trimestrielle est générale, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle du métier recherché. On comptait ainsi 3,3 % de professions intermédiaires en plus par rapport au trimestre précédent et 3,0 % d'employés administratifs supplémentaires.

Le nombre de cadres à la recherche d'un emploi a augmenté, pour la première fois depuis quatre ans (+1,9 %). Il reste néanmoins en net recul en un an. La forte proportion de cadres en Ile-de-France, moins affectés jusqu'à présent par le retournement conjoncturel, explique en partie la situation moins défavorable observée dans la région au cours des trois premiers trimestres.



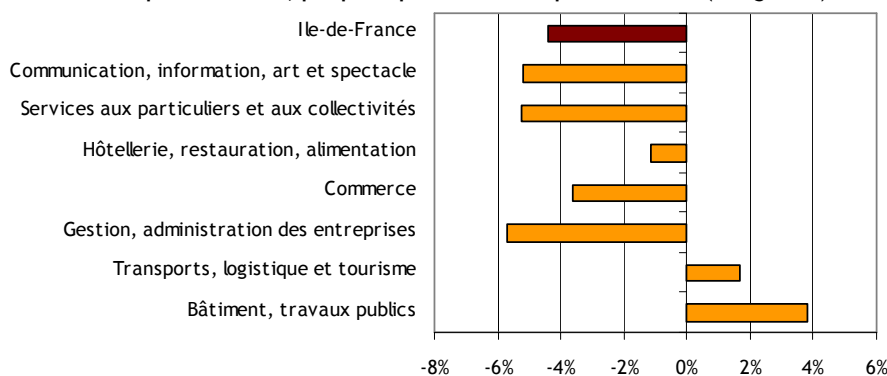
Source : DARES / ANPE - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France de septembre 2007 à septembre 2008, par catégorie socio professionnelle (catégorie 1)



Source : DARES / ANPE - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France de septembre 2007 à septembre 2008, par principaux domaines professionnels (catégorie 1)



Source : DARES / ANPE - traitement DRTEFP Ile-de-France

▲ Hausse du nombre d'inscrits dans les métiers du bâtiment et du transport

Le net ralentissement d'activité de la construction fin 2008 s'est traduit par une hausse sensible du nombre d'inscrits à l'ANPE sur des métiers correspondant à ce domaine : +3,8 % en un an. 6 % des inscrits à l'ANPE en catégorie 1 étaient à la recherche d'un emploi dans le BTP en septembre 2008, soit 23 900 personnes. Les demandeurs d'emploi sur un métier du transport (11,3 % des inscrits à l'ANPE) sont également plus nom-

breux : +1,7 % en un an. Ils étaient ainsi 44 600 à fin septembre en catégorie 1.

La baisse de la demande d'emploi reste encore nette dans quelques domaines d'activité : le nombre d'inscrits sur des métiers correspondant à la gestion et à l'administration d'entreprise (15,6 % des inscrits en septembre 2008) a ainsi reculé de -5,7 % en un an, et le nombre de demandeurs d'emploi dans les services aux personnes a diminué de -5,3 %.

▲ Arrêt de la croissance soutenue de l'emploi...

L'emploi salarié du secteur concurrentiel non agricole francilien (champ UNEDIC) enregistre une faible augmentation de 0,1 % au cours du troisième trimestre 2008, pour atteindre le nombre de 4 158 000 emplois à fin septembre 2008.

Confirmant la tendance observée au trimestre précédent, l'évolution de l'emploi, bien que plus favorable que la tendance nationale (- 0,1 % sur le trimestre), marque un arrêt de la croissance soutenue observée auparavant.

Malgré tout, avec une progression en glissement annuel de 54 000 emplois (+1,4%), la région a contribué pour plus de 40% à la croissance annuelle de l'emploi en France métropolitaine.

Les données publiées par l'URSSAF sur un champ d'entreprises un peu plus large confirment une situation un peu meilleure en Ile-de-France qu'en France métropolitaine.

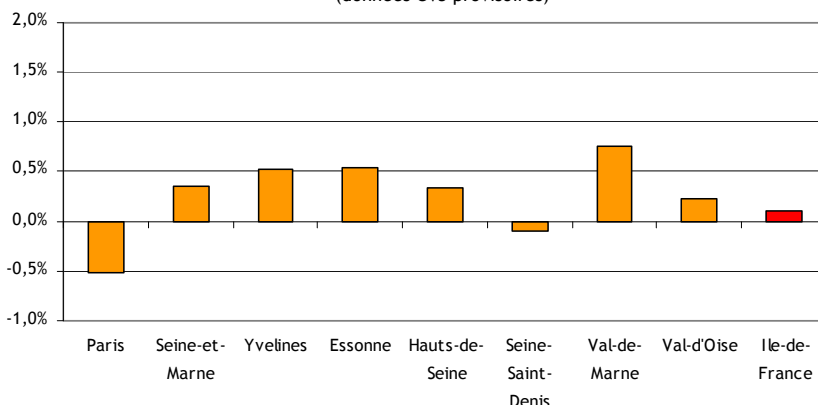
Toutefois, d'après cette source, l'emploi régional est en légère baisse au troisième trimestre (- 0,3 % en données CVS contre - 0,4 % en France métropolitaine). En un an, la masse salariale versée en Ile-de-France a progressé un peu plus qu'en moyenne nationale (+ 3,5 %, contre + 3,4 %),

▲ Un net ralentissement des créations dans les services et la construction

Avec une progression trimestrielle de + 0,7 % du nombre de ses emplois hors intérim (données CVS), la construction reste le secteur dans lequel l'évolution régionale est la plus dynamique. Son rythme de création, bien que soutenu, se situe toutefois depuis le premier trimestre 2008 à un niveau bien inférieur à celui de 2007.

Comme lors des deux trimestres précédents, le secteur tertiaire a continué à voir son rythme de création de l'emploi fortement chuter. Ainsi, au cours de ce trimestre, seuls 4 400 emplois ont été créés soit une progression de + 0,1 % contre + 0,2 % lors du second semestre. En glissement

Evolution de l'emploi salarié par département au troisième trimestre 2008
(données CVS provisoires)



Source : Pôle emploi - Pôle emploi services

Evolution de l'emploi salarié par secteur détaillé d'activité (NES 16)	Niveau trimestriel (en milliers)	Evolution en un an
Industries agricoles et alimentaires	48,2	-0,9%
Industries des biens de consommation	158,2	-1,4%
Industrie automobile	54,2	-5,0%
Industries des biens d'équipement	131,5	-2,8%
Industries des biens intermédiaires	107,3	-2,4%
Energie	54,3	-0,2%
Construction	260,2	3,4%
Commerce	718,9	0,4%
Transports	329,9	-0,1%
Activités financières	291,0	-1,2%
Activités immobilières	144,5	0,2%
Services aux entreprises	1326,6	1,6%
Services aux particuliers	475,3	1,4%
Education, santé, action sociale marchande	311,4	2,4%
Administration et activités associatives	136,6	-0,2%

Source URSSAF - ACOSS

annuel, les activités tertiaires ont, néanmoins, permis la création de 58 300 emplois dans la région (+ 1,7 %). Les données annuelles de l'URSSAF mettent en évidence des évolutions très contrastées au sein du secteur tertiaire. Les activités de service sont encore en nette croissance alors que l'emploi stagne ou diminue dans le commerce, les transports et les activités financières.

L'industrie a, une nouvelle fois, connu une baisse trimestrielle de ses effectifs (- 0,5 %), et - 2,8 % sur un an. D'après l'URSSAF, en glissement annuel, si tous les secteurs industriels connaissent une baisse de leurs effectifs, l'industrie automobile, les industries des biens d'équipement et des biens inter-

médiaires ont été les secteurs industriels les plus touchés par ces baisses.

Les deux sources (GARP / UNEDIC et URSSAF) s'accordent sur le fait que l'intérim a connu une forte baisse au cours du trimestre.

▲ Paris et la Seine-Saint-Denis perdent des emplois

Au troisième trimestre, six des huit départements franciliens continuent à gagner des emplois salariés. Le Val-de-Marne bénéficie de la plus forte hausse, avec +0,8% et confirme ainsi les bons résultats obtenus depuis un an (+2,8%). A l'inverse, Paris perd des emplois (-0,5%), de même que la Seine-Saint-Denis (-0,1%).

▲ Le repli de l'activité intérimaire se poursuit ...

Au cours du troisième trimestre 2008, 788 715 missions d'intérim ont été conclues dans les établissements de la région, soit une moyenne journalière de 113 183 emplois équivalents temps plein (EETP).

Après une forte baisse au deuxième trimestre 2008 (-4,8 %), le recul du nombre d'intérimaires se poursuit : -3,2 % au troisième trimestre en données corrigées des variations saisonnières (CVS) par rapport au trimestre précédent. Ainsi, en six mois, l'Ile-de-France a enregistré un recul de près de 10 000 intérimaires (en EETP).

En un an, le nombre de contrats conclus a diminué de -3,7 % (par rapport au troisième trimestre de 2007), tout comme le nombre d'EETP (-3,1 %), alors que dans le même temps l'emploi salarié s'accroît (+1,3 % selon l'UNEDIC). Toutefois, ce repli a été moins marqué qu'au niveau national : -5,6 % pour le nombre de contrats conclus et -4,2 % pour le nombre d'EETP.

▲ ... plus particulièrement dans le BTP et les transports

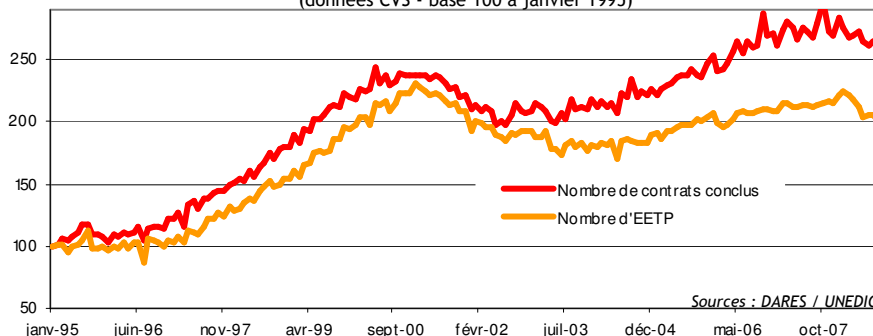
La baisse de l'utilisation de l'intérim n'est pas homogène selon les secteurs d'activité.

Le BTP, premier utilisateur de l'intérim en Ile-de-France, enregistre un net recul ce trimestre après une fin d'année 2007 et un début 2008 en forte progression. Il a perdu plus de 3 000 intérimaires, en moyenne, entre le premier et le troisième trimestre 2008 (données CVS).

Le transport est un autre secteur francilien ayant un fort recours à l'intérim : en 2007, sur 100 salariés qui travaillaient, à un moment donné, dans un établissement des transports, 6,4 étaient intérimaires.

Evolution du nombre de contrats conclus et d'EETP

(données CVS - base 100 à janvier 1995)



Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 3ème trimestre 2008	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport au 3ème trimestre 2007	Nombre d'EETP	Evolution du nombre d'EETP par rapport au 3ème trimestre 2007	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours en 2007
Sources : DARES / UNEDIC						
Construction	80 578	-11,8%	19 354	-7,0%	16,2	7,1%
Transports	152 685	-4,4%	15 733	-2,7%	7,0	6,4%
Conseil et assistance	59 607	1,3%	11 538	2,7%	13,1	1,8%
Services opérationnels	97 812	-3,0%	9 692	3,6%	6,7	1,8%
Commerce de gros	56 725	1,0%	9 133	1,0%	10,9	2,9%
Industrie automobile	7 116	-21,8%	4 647	-3,4%	44,1	8,1%
Commerce de détail, réparations	38 245	-11,2%	3 646	-5,4%	6,4	1,1%
Activités financières	7 635	6,6%	3 623	3,8%	32,0	1,3%
Hôtels et restaurants	70 275	11,6%	3 342	3,3%	3,2	1,2%
Indus. agricoles et alimentaires	3 417	-11,2%	2 292	3,8%	45,3	11,5%
Métallurgie	9 543	-11,9%	2 074	-13,3%	14,7	7,0%
Santé, action sociale	8 197	-14,8%	1 723	-4,2%	14,2	7,9%
Ile-de-France	788 715	-3,7%	113 183	-3,1%	9,7	2,7%

Or, là aussi, le retournement de conjoncture se fait durement sentir dans l'intérim : en six mois, la baisse des effectifs d'intérimaires atteint près de 10 % en données CVS, soit 1 500 EETP en moins.

La chute de l'intérim se manifeste également dans d'autres activités : la métallurgie (-13,3 % en un an), le commerce de détail (-5,4 %). Dans les services, le retournement n'apparaît pas encore : +2,7 % pour le conseil et assistance, +3,6 % pour les services opérationnels.

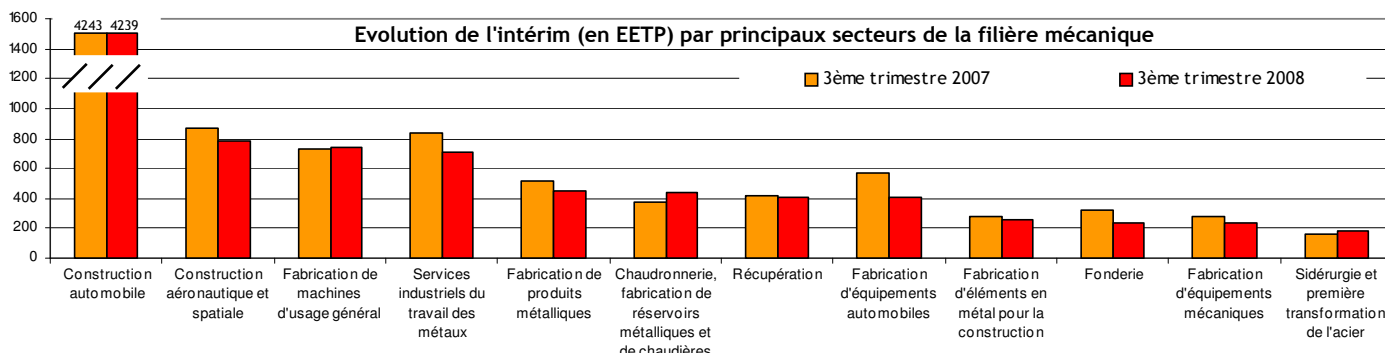
▲ La filière mécanique également moins utilisatrice

La filière mécanique, qui comprend les secteurs de l'industrie automobile, de la métallurgie, de la construction aéronautique et des industries de biens d'équipement mécanique, concentre près de 10 000 EETP en intérim, dont plus de 40 % dans la construction automobile.

Le taux de recours varie suivant les activités : particulièrement important pour la fonderie (19,3 %) et les équipementiers automobiles (11,6 %), beaucoup plus faible dans la construction aéronautique (3,6 %).

Les intérimaires de la filière mécanique sont légèrement plus jeunes qu'en moyenne régionale (la moitié a moins de 30 ans), Les hommes sont très majoritaires (78,9 %). Plus de 40 % des intérimaires effectuent leur mission dans les Yvelines.

La crise du secteur automobile n'avait pas encore d'impact net sur le niveau de l'intérim dans les établissements de la construction automobile au troisième trimestre 2008. Mais elle se répercutait déjà fortement chez une partie des sous-traitants, les équipementiers en premier lieu. Au total, la baisse annuelle du recours à l'intérim était de 5% dans la filière mécanique.



▲ Un taux de tension stable...

Au troisième trimestre 2008, le rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE s'établit à 0,74 point. Ce rapport « offres sur demandes », ou taux de tension, signifie que, de juillet à septembre 2008, 74 offres d'emploi ont été confiées à l'ANPE pour 100 nouvelles inscriptions de demandeurs d'emploi.

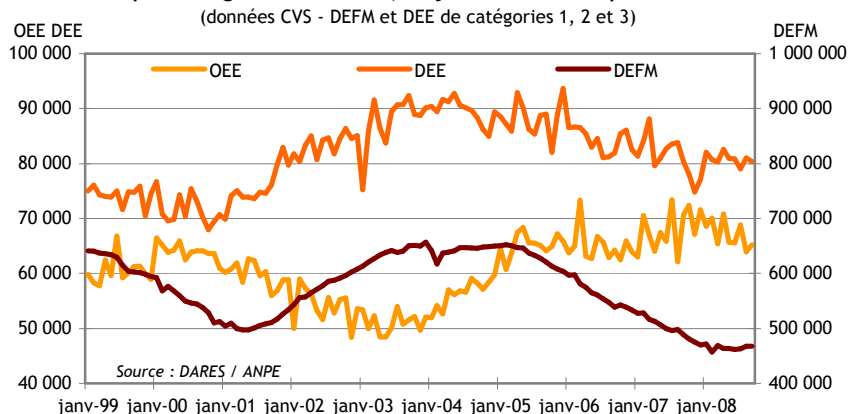
Le taux de tension relevé au troisième trimestre 2008 en Ile-de-France est, tous métiers confondus, identique à celui de la même période de 2007. La stabilisation du ratio « offres sur demandes », observée au deuxième trimestre 2008, se confirme donc.

▲ ...consécutif à des flux d'offre et de demande constants

Le troisième trimestre 2008 se caractérise par l'interruption de la croissance des offres d'emploi confiées à l'ANPE, après une hausse quasi ininterrompue depuis 2004. Avec 197 500 offres enregistrées de juillet à septembre 2008, le volume d'offres recueillies est en effet en recul de - 1,0 % sur un an. Celui-ci s'accompagne en outre d'une moindre qualité des emplois proposés, puisque 51,2 % des offres concernent des postes durables, contre 53,2 % l'an passé.

Parallèlement, avec 267 300 demandes d'emploi enregistrées en Ile-de-France au cours du troisième trimestre 2008, les flux d'inscription à l'ANPE se sont également stabilisés (- 0,5 % en un an).

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE, de janvier 1999 à septembre 2008



La perte de dynamisme du marché du travail se traduit par des sorties moins rapides des demandeurs inscrits en catégories 1, 2 et 3. Leur taux d'écoulement, certes toujours élevé, enregistre ainsi une diminution : 67,4 %, contre 67,9 % au troisième trimestre 2007. Cela s'explique notamment par des basculements moins fréquents en catégories 6, 7 et 8 de l'ANPE, suite à l'exercice d'une activité mensuelle supérieure à 78 heures,

▲ Une contraction significative des tensions dans le BTP

Concentrant près de 275 000 emplois en Ile-de-France, les métiers du BTP figurent parmi ceux qui connaissent des désajustements entre offre et demande d'emploi à la fois importants et persistants. Ces métiers s'exerçant majoritairement dans le secteur de la construction, leur niveau de tension est très corrélé à la situation du secteur. Le ralentissement de son activité au troi-

sième trimestre, marqué par un net recul de l'emploi intérimaire et des offres nouvelles d'emploi, a pour conséquence une diminution également très nette du taux de tension moyen pour les métiers du BTP. Celui-ci demeure néanmoins supérieur au taux de tension régional, tous métiers confondus.

Les autres indicateurs confirment la réduction du niveau de tension pour les métiers du BTP au troisième trimestre 2008. Ainsi, le taux de satisfaction des offres progresse, tout en restant inférieur à la moyenne, et la vitesse d'insertion sur le marché du travail des demandeurs est ralentie, bien que toujours plus rapide qu'en moyenne. Si la contraction des tensions se poursuit dans le BTP, la hausse de la demande d'emploi correspondante (+ 5,5 % par rapport au troisième trimestre 2007, contre - 4,3 % tous métiers confondus) devrait se confirmer par la suite.

Les métiers en tension en Ile-de-France, au troisième trimestre 2008	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre juillet et septembre 2007 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre juillet et septembre 2008 (1)	Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre juillet et septembre 2008 (2)	Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, en septembre 2008 (3)	DEFM de catégories 1, 2 et 3 à fin septembre 2008	Evolution du stock de DEFM de catégories 1, 2 et 3 entre septembre 2007 et septembre 2008	Evolution des offres d'emploi enregistrées en un an	Taux de satisfaction des offres d'emploi au 3 ^{ème} trimestre 2008 (4)	Enquête Unédic BMO 2008-Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	1,21	0,65	48,2%	71,6%	2 621	3,4%	-40,4%	84,5%	85,9%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,72	0,57	51,0%	71,1%	10 701	-1,2%	-16,4%	86,6%	73,8%
Techniciens du bâtiment et des travaux publics	3,08	2,59	64,9%	68,9%	1 445	3,3%	-15,7%	92,6%	75,2%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,37	1,80	40,8%	68,2%	957	-14,7%	16,5%	87,2%	58,3%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,03	1,01	74,2%	70,1%	6 531	-7,8%	-5,5%	87,1%	60,1%
Caissiers, employés de libre service	0,98	1,08	39,0%	72,2%	10 706	-3,4%	14,1%	89,5%	43,5%
Vendeurs	0,90	0,78	66,9%	70,6%	22 658	-3,6%	-11,0%	92,0%	43,4%
Bouchers, charcutiers, boulangers	0,93	0,97	82,1%	71,7%	1 884	-1,2%	4,6%	88,4%	80,3%
Cuisiniers	1,66	1,74	44,0%	72,4%	4 387	-2,7%	10,8%	94,8%	70,5%
Informaticiens	1,24	1,25	87,0%	68,0%	7 403	-11,5%	-6,7%	88,8%	64,0%
Aides-soignants	0,36	0,40	77,2%	75,7%	2 209	-13,3%	7,1%	90,1%	62,2%
Infirmiers, sages-femmes	0,65	0,91	82,8%	75,3%	1 005	-11,5%	33,5%	89,8%	65,4%
Ensemble des familles professionnelles	0,74	0,74	51,2%	67,4%	477 453	-4,3%	-1,0%	91,9%	50,6%

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à l'ANPE durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à l'ANPE durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,74 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au troisième trimestre 2008, contre 0,74 au troisième trimestre 2007.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à l'ANPE, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de l'ANPE. Exemple de lecture : 67,4 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à l'ANPE.

(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne), et les offres d'emploi sorties du fichier de l'ANPE.

▲ **Un domaine professionnel qui concentre 150 000 emplois**

Bien que lourdement affecté par le mouvement de désindustrialisation amorcé à la fin des années 70, le domaine professionnel de la mécanique / travail des métaux concentre encore plus de 150 000 emplois en Ile-de-France, dont un tiers est aujourd'hui occupé par des techniciens / agents de maîtrise. Les travaux régionaux de prospective conduits par l'OREF n'augurent pas, à l'horizon 2015, de nouvelles pertes d'emploi pour ce domaine professionnel.

A fin septembre 2008, les métiers de la mécanique / travail des métaux concentrent 8 000 demandeurs d'emploi inscrits en catégories 1, 2 et 3 de l'ANPE. Parmi eux, un tiers est à la recherche d'un poste d'ouvrier de la réparation automobile.

▲ **Un taux de tension élevé**

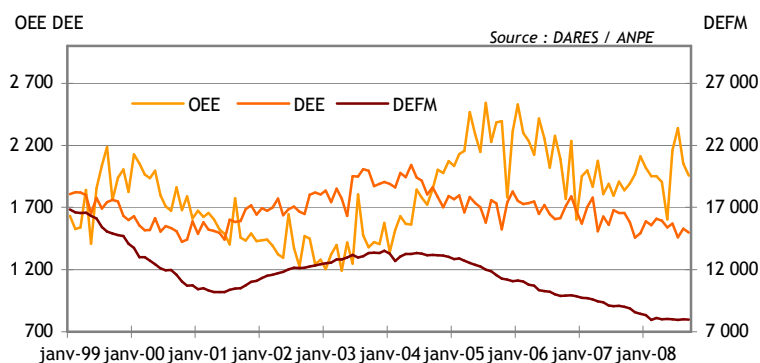
Du 1^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008, 24 000 offres d'emploi ont été confiées à l'ANPE, pour 18 600 demandes d'emploi correspondantes. Sur les quatre derniers trimestres connus, le taux de tension des métiers de la mécanique/travail des métaux s'établit donc à 1,29 point, contre 0,85 point tous métiers confondus.

Ce désajustement entre offres et demandes d'emploi est d'autant plus important pour ce domaine professionnel que les offres d'emploi confiées à l'ANPE ont ici un caractère durable : 98,5 % d'entre elles proposent en effet un contrat supérieur à 1 mois (contre 78,1 % tous métiers confondus) et 53,7 % via des CDD de plus de 6 mois et/ ou des CDI (contre 51,2 % tous métiers confondus). De plus, 99,0 % des offres d'emploi des métiers de la mécanique / travail des métaux proposent un temps plein, contre 65,4 % tous métiers confondus.

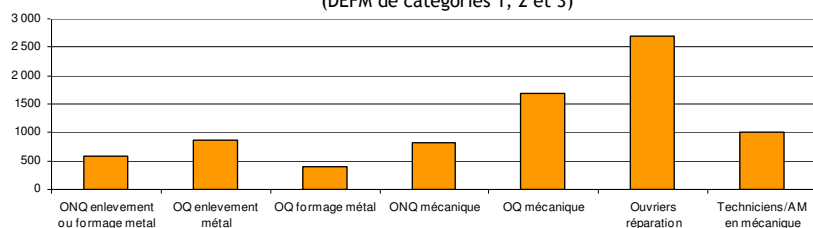
▲ **Des offres d'emploi durables, à temps plein et ... en intérim**

Les métiers relevant du domaine professionnel mécanique/travail des métaux s'exercent majoritairement au sein de la filière mécanique, pour laquelle le recours à l'intérim est significatif, en volume et durée moyenne des missions. Les offres d'emploi confiées à l'ANPE reflètent cette spécificité puisque, du 1^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008, 36,5 % d'entre elles proposent un

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE pour les métiers de la mécanique et du travail des métaux, de janvier 1999 à septembre 2008 (données CVS - DEFM et DEE de catégories 1, 2 et 3)



Répartition par métier, à fin septembre 2008, de la demande d'emploi dans les métiers de la mécanique et du travail des métaux (DEFM de catégories 1, 2 et 3)



Principales caractéristiques de la demande et de l'offre d'emploi des métiers de la mécanique et du travail des métaux	Evolution de la DEFM en un an	Taux d'écoulement de la demande d'emploi en un an	Part des OEE en intérim	Part des OEE inférieure à un mois	Nombre d'OEE supérieur à 1 mois en un an / Nombre de DEE en un an
ONQ enlevement ou formage metal	-9,3%	70,6%	39,1%	3,9%	0,91
OQ enlevement metal	-8,9%	66,5%	33,1%	1,8%	1,47
OQ formage metal	-18,5%	73,0%	48,6%	1,3%	2,19
ONQ mécanique	-9,9%	70,4%	49,0%	13,4%	0,39
OQ mécanique	-11,0%	68,1%	46,8%	2,8%	0,92
Ouvriers réparation automobile	-11,4%	73,7%	17,3%	0,5%	0,83
Techniciens/AM en mécanique	-14,7%	71,0%	45,7%	0,2%	2,35
Métiers de la mécanique/travail des métaux	-11,6%	71,0%	36,5%	1,5%	1,13
Tous métiers confondus	-4,3%	67,4%	8,3%	21,9%	0,64

Source : DARES / ANPE

poste en intérim (contre 8,3 % tous métiers confondus).

▲ **Des inscriptions à l'ANPE peu nombreuses...**

Depuis cinq ans, la demande d'emploi enregistrée chaque mois à l'ANPE pour les métiers de la mécanique / travail des métaux est en constante diminution : de 2 000 inscriptions en 2004, à 1 500 aujourd'hui. Ce faible volume de demandes d'emploi enregistrées, dénominateur du taux de tension qu'il contribue donc mécaniquement à augmenter, s'explique en partie par l'importance de l'emploi intérimaire pour les métiers de la mécanique / travail des métaux.

Un demandeur à la recherche d'un poste en intérim est en effet inscrit à l'ANPE en catégorie 3. Or, s'il exerce par la suite une activité supérieure à 78 heures par mois, son inscription peut être maintenue : il « bascule » alors en catégorie 8. Lorsque son activité prend fin, ou

devient inférieure à 78 heures par mois, le demandeur est à nouveau comptabilisé en catégorie 3, sans que cela corresponde à une nouvelle demande d'emploi enregistrée. Les mouvements d'entrée et de sortie de l'ANPE pour les métiers de la mécanique / travail des métaux sont donc minorés par le poids conséquent de l'intérim.

Ces métiers affichent néanmoins, signe d'une insertion sur le marché du travail particulièrement rapide, un taux d'écoulement élevé de leur demande d'emploi : 71,0 % en un an, contre 67,4 % tous métiers confondus.

▲ **... jusqu'à l'automne 2008**

Alors que les propositions de poste dans la mécanique/travail des métaux ont progressé de +6,4 % depuis septembre 2007 (+3,7 % en moyenne), les contractions actuelles de l'emploi dans la filière mécanique devraient, à court terme, réduire sensiblement le niveau de tension.

L'Accre : **un dispositif moins utilisé en Ile-de-France que dans les autres régions**

Entre 2003 et 2007, le nombre de bénéficiaires de l'Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (Accre) est passé de 5 500 à plus de 15 500 en Ile-de-France, soit une augmentation de + 65 % contre + 60% au niveau national. Cependant, depuis plusieurs années, les créateurs d'entreprise franciliens ont moins souvent bénéficié de l'Accre que ceux des autres régions.

▲ **Un taux d'accès à l'Accre des créateurs plus faible en Ile-de-France, d'après l'enquête SINE 2006**

En 2006, sur 1 000 créateurs franciliens, 277 bénéficient de l'Accre, alors qu'ils sont 370 dans les autres régions. Si l'on regarde les seuls créateurs qui se déclarent chômeurs, c'est à dire l'essentiel du public potentiel de l'Accre (voir définition), les proportions sont de 602 ‰ en Ile-de-France contre 723 ‰ dans les autres régions. Ainsi, quel que soit leur statut avant la création, les bénéficiaires de l'Accre parmi l'ensemble des créateurs sont proportionnellement moins nombreux en Ile-de-France.

Le public visé par l'Accre n'a pas les mêmes caractéristiques en Ile-de-France que dans les autres régions : les créateurs franciliens sont plus diplômés, plus qualifiés et les plus de 50 ans sont plus nombreux.

Ces différences se retrouvent à l'identique parmi les chômeurs créateurs. Cependant, elles n'expliquent pas les écarts enregistrés entre l'Ile-de-France et le reste du territoire national.

Taux d'accès à l'Accre des créateurs et des chômeurs créateurs en Ile-de-France et dans les autres régions

	en ‰			
	Ile-de-France		Autres régions	
	Taux réel	Taux fictif*	Taux réel	Taux fictif*
Tous créateurs	277	283	370	368
Chômeurs déclarés	602	600	723	724

Sources : enquête SINE 2006, Insee.

Champ : créateurs et repreneurs d'entreprise en 2006 en France métropolitaine.

* Lecture : en 2006, pour 1 000 créateurs ayant les caractéristiques moyennes d'âge, de sexe, de niveau de formation et de qualification des créateurs en France métropolitaine, 283 auraient accédé à l'Accre en Ile-de-France, contre 368 sur le reste du territoire.

Si la population des créateurs d'Ile-de-France avait les mêmes caractéristiques (sexe, âge, qualification...) que celles de la population française des créateurs dans son ensemble, le taux d'accès (ou « taux fictif ») à l'Accre s'établirait à 283 ‰, contre 368 ‰ dans les autres régions. Pour les seuls chômeurs créateurs, le taux d'accès fictif est quasi identique au taux d'accès réel et l'écart avec le reste du territoire reste très important (600 ‰ contre 724 ‰).

▲ **Des spécificités franciliennes**

Certaines particularités de la région Ile-de-France peuvent être vues comme des freins à la création d'entreprise, notamment pour les personnes ayant de faibles capacités d'investissement : cherté des loyers, surfaces habitables moyennes et capacités de stockage beaucoup plus faibles que nécessaire pour certaines activités, région de forte immigration, dont la population active s'avère plus mobile qu'ailleurs. Ces différents obstacles n'en rendent que plus

attendu le recours à toutes les aides existantes.

Dans l'enquête effectuée par la Dares en 2006 auprès des bénéficiaires de l'Accre, les créateurs franciliens se révèlent plus critiques que ceux des autres régions sur l'accompagnement lié à l'aide (chèques conseil...) : plus que dans les autres régions, ils jugent les structures trop dispersées, leurs interlocuteurs moins disponibles et moins compétents, les conseils délivrés moins adaptés et le temps consacré à leur projet insuffisant.

Les sources statistiques actuellement disponibles ne permettent cependant pas de cerner avec précision les raisons pour lesquelles les chômeurs franciliens créateurs d'entreprise ont moins recours à l'Accre que ceux des autres régions. C'est pourquoi la Dares et la DRTEFP d'Ile-de-France mènent actuellement une enquête qualitative, visant à expliquer ce faible taux d'accès à l'Accre en Ile-de-France.

L'Accre

Instituée par la loi du 3 janvier 1979, l'Accre constitue la principale aide publique à la création d'entreprise. De 1979 à 1997, l'aide était versée sous forme de prime. En 1997, la prime est abandonnée au profit de l'exonération de cotisations sociales durant la première année de vie de l'entreprise. Les bénéficiaires en 2007 sont les chômeurs indemnisés ou susceptibles de l'être, les chômeurs inscrits depuis plus de six mois à l'ANPE, les bénéficiaires des minima sociaux, les salariés repreneurs de leur entreprise en faillite ou liquidation judiciaire, les jeunes de moins de 30 ans, les bénéficiaires d'un contrat d'appui au projet d'entreprise, les résidents en ZUS, les bénéficiaires d'un Complément de libre choix d'activité.

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France

66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Yves Calvez

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques / dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr

Diffusion : Service communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877